MERCOSUR : « L'Europe doit suspendre immédiatement un accord devenu indéfendable »

Réaction de Franck LEROY, Président de la Région Grand Est, à la suspension par la Commission européenne des importations de viande bovine et de volaille au sein de l'UE.

La décision de l'Union européenne de suspendre, à compter du 3 septembre, les importations de viande bovine et de volaille en provenance du Brésil constitue un désaveu cinglant pour l'accord avec le Mercosur.

L'accord du Mercosur rattrapé par ses propres contradictions

Il faut mesurer l'absurdité de la situation : l'Europe ouvre davantage son marché aux productions du Mercosur au moment même où elle considère que le Brésil n'apporte pas les garanties suffisantes pour respecter certaines de nos règles sanitaires.

Ce que nous dénoncions depuis des mois n'est donc plus un risque théorique. C'est désormais un fait.

On ne peut pas demander à nos agriculteurs de respecter parmi les normes sanitaires, environnementales et de bien-être animal les plus exigeantes au monde et, dans le même temps, accroître la concurrence de productions dont nous sommes incapables de garantir qu'elles respectent les mêmes exigences.

Quand il y a un doute sur la sécurité de ce qui arrive dans nos assiettes, l'Europe doit appliquer le principe de précaution. Pas ouvrir davantage ses frontières.

L'agriculture européenne est sous pression, n'en rajoutons pas

Cette contradiction est d'autant plus insupportable après l'été catastrophique que vient de traverser notre agriculture.
Dans le Grand Est, presque aucune filière n'a été épargnée. Rendements en baisse, productions fragilisées, trésoreries sous tension : c'est désormais notre capacité même à produire demain qui est en jeu.
Le changement climatique impose déjà à nos agriculteurs une adaptation extrêmement difficile. **L'Europe n'a pas à leur imposer en plus une concurrence déloyale qu'elle aurait elle-même organisée.**

Pour une Europe qui soutient ceux qui nous nourrissent

Car derrière le Mercosur se pose désormais une question très simple : **voulons-nous encore produire notre alimentation en Europe ?**

Pour moi, la réponse est oui.
Je veux une Europe qui défende une agriculture compétitive et exigeante, respectueuse de l'environnement et du bien-être animal, et qui garantisse aux consommateurs une alimentation sûre.
Mais cette ambition suppose une règle élémentaire : ce que nous exigeons de nos producteurs, nous devons l'exiger de ceux qui veulent accéder à notre marché.

Contact presse
Sandra Rupp-Lang
Sandra.rupp-lang@grandest.fr
+33 (0)6 49 77 96 55

L'Europe ne peut pas être intraitable avec ses agriculteurs et naïve avec ses importations.

C'est une question d'équité.
C'est une question de sécurité alimentaire.
Et c'est désormais une question de souveraineté européenne.

Suspendre maintenant, plutôt que subir demain

Il faut aujourd'hui aller au bout de cette logique.
Je demande la suspension pure et simple et immédiate de l'application provisoire de l'accord UE-Mercosur.
Le Parlement européen a lui-même saisi la Cour de justice de l'Union européenne afin qu'elle se prononce sur la compatibilité de cet accord avec les traités européens.
Dans ces conditions, continuer à appliquer cet accord comme si de rien n'était serait politiquement incompréhensible et économiquement irresponsable.

Pourquoi exposer davantage nos agriculteurs pendant que la justice européenne examine la légalité même du dispositif ?
Pourquoi prendre aujourd'hui des risques que nous pourrions être contraints de réparer demain ?

L'Europe doit suspendre l'accord maintenant et attendre la décision de la Cour.
Et si celle-ci conclut que l'accord est incompatible avec les traités européens, il faudra en tirer toutes les conséquences : renoncer à cet accord dans sa forme actuelle, sans faux-semblants et sans chercher de voie de contournement.

Il ne s'agit pas de fermer l'Europe au commerce international. Il s'agit exactement du contraire : retrouver une Europe capable de commercer sans sacrifier ses producteurs, ses exigences et sa souveraineté.
Nos agriculteurs n'ont pas à devenir la variable d'ajustement de notre politique commerciale.
Quand un accord menace nos producteurs, fragilise notre souveraineté alimentaire et révèle de telles contradictions sanitaires, on ne s'obstine pas : on le suspend.

Contact presse
Sandra Rupp-Lang
Sandra.rupp-lang@grandest.fr
+33 (0)6 49 77 96 55